

# Bleue comme une orange

12/16 - 1688 : l'Angleterre passe à l'orange

De l'invasion hollandaise à la « première révolution industrielle »

**Vous pensiez que l'Angleterre n'avait été conquise qu'une fois, en 1066, par Guillaume le Normand, époux de Mathilde de Flandre ? Erreur. Vous gardiez le vague souvenir que l'Angleterre avait fait sa révolution bourgeoise un siècle et demi avant la France, en 1640, avec le puritain Olivier Cromwell, et connu une sorte de réplique en 1688, afin d'achever un triomphe sans retour ? Erreur encore, *c'est plus compliqué que ça*.**

**Nous avons découvert avec ahurissement ce que les Anglais feignent d'ignorer ou travestissent en révolution nationale. Imaginez qu'en 1688, les protestants français, poussés à bout par les persécutions, les dragonnades, la guerre des camisards et la révocation de l'édit de Nantes, aient fomenté le débarquement d'une armée néerlandaise, renforcée de huguenots français, à Calais par exemple. Imaginez que ce corps expéditionnaire, avec à sa tête Guillaume III d'Orange – marié à la fille aînée de Louis XIV – soit entré dans Paris, après trois jours de marche paisible, et que Guillaume III ait pris la place de Louis XIV sur le trône de France, liquidant aussitôt l'absolutisme, et instaurant un parlement issu des vieux États généraux. Parlerait-on dans nos manuels d'histoire de « Glorieuse révolution » ? Sans doute, oui, mais l'Histoire a ses raisons, ses voies et circonstances, toujours particulières et invincibles. Et si cette étrange invasion/révolution a pu réussir en 1688 en Angleterre, c'est que celle-ci était depuis un siècle et demi en voie d'*orangisation* – mais les vrais historiens disent de *néerlandisation* : *going dutch*<sup>1</sup>. La diaspora flamande ayant déjà imposé sa suprématie technique et son calvinisme besogneux, bases de la future grandeur industrielle, et capitaliste, de l'Angleterre. Reprenons donc l'*orangisation* de l'Angleterre depuis ses débuts.**

La Réforme connaît en Flandres ses premières conversions et ses premiers martyrs dès les années 1520. 15 000 Flamands sont déjà réfugiés à Londres en 1527. Parfois riches, le plus souvent démunis, mais toujours revanchards, ingénieux, pétris d'une foi calviniste et d'une dévotion mystique pour le Travail – et le profit. L'immigration s'accroît avec les persécutions à partir des années 1560. 40 000 huguenots fuient vers l'Angleterre et font outre-Manche ce qu'ils font *au même moment* aux Pays-Bas du nord : un transfert de technologies. Ils introduisent à Londres ce qui a fait leur richesse, notamment les techniques du tissage de la soie et du satin (un mélange de laine et de soie), et leurs métiers à tisser. Ils sont Wallons pour la plupart, mais aussi Flamands et Brabançons. Ils se nomment Guillaume Coppin, Wolfgang de Faloize, Pierre Gruel, etc. Ils ouvrent leurs ateliers dans la capitale où les échevins les obligent à former des apprentis locaux. Ce qu'ils font avec réticence. Des centaines

---

<sup>1</sup> Cf. *1688 : The first Modern Revolution*, Steve Pincus, Yale University Press, 2009. *Going Dutch, How England plundered Holland's Glory*, Lisa Jardine, Harper Press, 2008, non traduit en Français.

de Londoniens apprennent néanmoins le métier et les ateliers anglais finissent par concurrencer jusqu'aux meilleurs artisans flamands et vénitiens. L'Angleterre était jusqu'alors spécialisée dans l'élevage des moutons, dont la laine approvisionnait les ateliers flamands - ce qui provoqua la rationalisation de l'élevage par les *enclosures*. Grâce à la diaspora flamande, le royaume se dote d'une industrie textile moderne. Rien que la soie emploie 300 000 ouvriers en 1713. N'est-ce pas là une prouesse néerlandaise<sup>2</sup> ? Rappelons cette observation du philosophe écossais David Hume tirée de son *Histoire de l'Angleterre* (publiée entre 1754 et 1762) :

« La plupart des fugitifs, étant les plus industrieux habitants des Pays-Bas, et ceux qui avaient rendu ces provinces si célèbres par les arts qu'ils y exerçaient, la reine [Elizabeth 1<sup>ère</sup>, reine de 1558 à 1603], en les recevant, eut l'avantage d'introduire dans son royaume plusieurs manufactures utiles et inconnues jusqu'alors aux Anglais. »

Le savoir-faire hollandais dans la gestion des eaux, le drainage des marais et des côtes, la création de terres arables et l'entretien des ports, va lui aussi *néerlandiser* l'Angleterre. Physiquement et mentalement. Des Flamands et des Brabançons y construisent des écluses depuis le XV<sup>e</sup> siècle. Puis des réfugiés huguenots restaurent le port de Douvres ensablé, en 1581, sous la direction de l'ingénieur néerlandais Humphrey Bradley. Devant la réussite de l'opération, la Reine Elisabeth 1<sup>ère</sup> promulgue en 1585 un *General Drainage Act* afin d'accroître les surfaces agricoles de son royaume, et Bradley supervise les premières opérations d'assèchement des Fens<sup>3</sup>. Cornelius Vermuyden, un autre ingénieur néerlandais, prend sa suite. Après de premiers travaux sur la Tamise en 1621, le roi Charles 1<sup>er</sup> l'embauche pour fertiliser 30 000 hectares de tourbière sur l'île d'Axholme – en fait un marais du Lincolnshire surmonté de tertres –, et poursuivre l'ouvrage dans les Fens. L'entreprise est financée par des marchands hollandais, et des centaines d'ouvriers néerlandais débarquent pour le chantier. Vermuyden s'attaque ensuite, à partir de 1652, aux « Great Fens », dans le Cambridgeshire, qui représentent selon lui « un grand continent de 400 000 acres<sup>4</sup> » (160 000 ha, la superficie d'un département comme l'Essonne). Les immigrants néerlandais s'installent, fondent leurs Églises, et suscitent de violents ressentiments chez les natifs. C'est dire l'ampleur et la réussite de cette migration, une trentaine d'années avant le débarquement de Guillaume d'Orange.

Cette domestication des espaces marécageux et côtiers s'accompagne des nouvelles techniques d'intensification agricole<sup>5</sup>, expérimentées par les Flamands depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Transfert de techniques toujours, les réfugiés introduisent sur les terres

---

<sup>2</sup> « Immigrants and the diffusion of skills in early modern London : the case of silk weaving », Lien Luu, *Documents pour l'histoire des techniques*, 2008.

<sup>3</sup> Cf. ch. 2 « L'organisation agricole du Moyen-âge ».

<sup>4</sup> *The Influence of Low Dutch on the English Vocabulary*, E.C. Llewellyn, 1936.

<sup>5</sup> Cf. chap. 3, « Je lutte et j'émerge-Au pays des ingénieurs hydrauliciens » :

[https://www.piecesetmainoeuvre.com/spip.php?page=resume&id\\_article=1173](https://www.piecesetmainoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1173)

asséchées des Fens le système de rotation des cultures par l'introduction des navets, du trèfle, des légumineuses et des plantes fourragères. Sir Richard Weston, ingénieur des eaux et agronome, envoie en Angleterre ses observations sur l'agriculture et l'élevage des Pays-Bas. Son manuscrit est édité en Angleterre en 1650 sous le titre (que l'on traduit) *Discours sur l'agriculture pratiquée dans le Brabant et la Flandre montrant la merveilleuse amélioration de la terre là-bas et servant de modèle pour notre Commonwealth*. L'ouvrage est réédité cinq fois jusqu'en 1742. Comme en Flandres trois siècles plus tôt, les jachères disparaissent, les terres s'enrichissent, les rendements explosent, et la démographie suit la hausse des rendements. Le modèle défriché par les Néerlandais prend racine. Leur révolution agricole « libère » la main d'œuvre dévolue aux champs. La société anglaise s'urbanise cependant que les manufactures se multiplient. Le nombre des travailleurs agricoles anglais décroît, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, de 80 à 60 % de la population – le niveau atteint par les Pays-Bas cinq décennies plus tôt. En 1700, le secteur manufacturier représente déjà le tiers du revenu national, rejoignant ainsi la proportion des Pays-Bas, et laissant les autres pays d'Europe loin derrière. L'extraction du charbon dans le nord-est de l'Angleterre double entre 1600 et 1685 et les voyageurs européens décrivent l'enfer de Londres, empuantie de fumées de charbon. Les exportations de vêtements et de laine doublent en moins de cinquante ans, comme celles de l'industrie du verre, jusqu'alors dominée par l'optique hollandaise. Les transports terrestres, maritimes et fluviaux, se développent à leur suite. Le commerce extérieur explose. Les tonnages doublent en moins de cinq décennies. En un siècle, la population urbaine anglaise est passée de 10 % à 40 %, soit à peine moins que les 45 % de citoyens néerlandais.

L'Angleterre suit donc la voie néerlandaise. Cette révolution des modes de production et d'échange se traduit en luttes religieuses et politiques dans lesquelles le « bourgeois », commerçant et manufacturier, se confond avec le « calviniste », le « républicain », sinon le « Hollandais ». C'est la thèse que l'historien socialiste et catholique Richard Tawney défend en 1926 dans son ouvrage *La Religion et l'essor du capitalisme*<sup>6</sup>. Il y observe combien les puritains du Parlement anglais se recrutent majoritairement, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, dans la « classe moyenne », petite noblesse, propriétaires terriens, commerçants, manufacturiers du drap. Plus que par l'impression de Bibles, c'est par les échanges entre marchands et manufacturiers, dans les cales des bateaux de commerce venus des Provinces-Unies, que l'idéologie calviniste se diffuse. Un anti-puritain s'en horripile :

« [La montée du calvinisme se fit] « par le canal de la Cité de Londres [...] et, grâce à son commerce universel à travers le royaume, voiturant et amenant avec ses marchandises cette épidémie dans tous nos bourgs et villes<sup>7</sup>. »

---

<sup>6</sup> *La religion et l'essor du capitalisme*, R.H. Tawney, 1926. Librairie Marcel Rivière et Cie pour la traduction française en 1951

<sup>7</sup> Cité par R.H. Tawney, *La religion et l'essor du capitalisme*, op. cit.

Les « villes drapantes » sont, selon les mots de Tawney, les « Genève du Lancashire », du Yorkshire, des Midlands ; des « îlots puritains au milieu de la mer du catholicisme romain. » Les royalistes (anglicans et anti-puritains) voient à l'époque les « associations commerciales » comme autant de « foyers pour les factions et les séditions<sup>8</sup>. »

Alors que l'Espagne catholique mène la guerre aux hérétiques, que la France est en proie aux guerres de religion, que les Provinces-Unies adoptent le calvinisme, l'Angleterre accueille la diaspora flamande en même temps qu'elle affirme son indépendance vis-à-vis de Rome. La grande Élisabeth 1<sup>ère</sup> achève de tracer cette voie médiane qu'est l'anglicanisme en 1563 en organisant l'Église d'Angleterre sur le modèle hiérarchique catholique - mais en adoptant la doctrine calviniste. C'est ainsi qu'elle vient au secours des gueux de Flandres dans leur guerre d'indépendance contre l'Espagne. Après un règne qualifié parfois d'« âge d'or » anglais – pour son architecture et Shakespeare –, Élisabeth meurt en 1603 sans héritier. La couronne quitte alors la maison des Tudor pour celle des Stuart, et d'abord sur la tête de Jacques 1<sup>er</sup>. Son règne est tout-à-fait absolutiste, écrasant d'un côté les catholiques papistes et de l'autre les protestants non-conformistes, c'est-à-dire non-anglicans, ces calvinistes orthodoxes résolus à *purifier* l'Église d'Angleterre autant que la conduite pécheresse des chrétiens. D'où leur nom de « puritains ». 80 000 d'entre eux émigreront en Amérique pour y fonder leurs colonies idéales – souvenez-vous du Mayflower, en 1620.

Charles 1<sup>er</sup> succède à son père Jacques I<sup>er</sup> en 1625. Il entend d'abord engager son royaume dans la « Guerre de Trente ans » (1618-1648) aux côtés des États protestants (princes allemands protestants, Néerlandais, Scandinaves) contre les catholiques (princes allemands catholiques et Espagne soutenus par le pape). Par le truchement d'alliances et de mariages royaux qui sont autant de trafics d'héritiers et d'influence, Charles se marie avec Henriette-Marie de Bourbon, pourtant catholique et sœur de Louis XIII, roi de France. Sa politique intérieure est non seulement autoritaire, mais trop catholique du goût des parlementaires. A l'extérieur, quand le roi réclame au Parlement de nouvelles dépenses de guerre contre la France, le Parlement refuse. Charles, excédé, s'emporte : « Les rois n'ont à rendre de comptes de leurs actions qu'à Dieu. »

Conformément à ces désirs d'absolutisme, il suspend en 1628 un Parlement devenu trop critique, et il faut attendre 1640 pour qu'un « Court Parlement » soit de nouveau convoqué. Celui-ci réclame, comme douze ans plus tôt, une baisse des impôts, une plus grande tolérance religieuse, le respect de la propriété privée, la fin des arrestations arbitraires et des tribunaux royaux. Les relations entre le roi et le Parlement s'enveniment d'autant plus que les Écossais, presbytériens et calvinistes, se révoltent régulièrement pour défendre leur « vraie religion » - ce qui entraîne de nouvelles dépenses militaires.

---

<sup>8</sup> *La religion et l'essor du capitalisme, op. cit.*

La guerre civile éclate en 1642. Elle oppose les troupes royalistes, nombreuses et formées, aux troupes « Parlementaires », puritaines et enrégées. C'est alors qu'émerge Olivier Cromwell (1599-1658), chef de guerre implacable et génial, député de petite noblesse, et membre de cette Chambre des Communes qui rassemble depuis 1339 les représentants des bourgs et des comtés.

Au début Cromwell n'a d'autre but que de restaurer les libertés du Parlement et de desserrer l'étau royal. Seuls quelques radicaux, les « Niveleurs » et les presbytériens, réclament l'instauration de la République : si « Tous les hommes sont fils d'Adam », comme le rappelle l'opposant au roi, John Wildman, ils doivent logiquement élire leurs représentants au suffrage universel et se partager les revenus du capital<sup>9</sup>. Charles vaincu, se réfugie chez les Écossais qui le livrent aux forces de Cromwell. Jugé par un tribunal spécial, il est condamné à mort et décapité le 30 janvier 1649. L'événement est romancé par Alexandre Dumas dans *Vingt ans après*, qui raille « ces puritains demi-prêtres, demi-soldats, comme il en pullulait auprès de Cromwell<sup>10</sup>. »

Celui-ci abolit la royauté dès le 8 février 1649 et le Parlement instaure le Commonwealth, c'est-à-dire la République, sous la dictature de Cromwell nommé « lord-protecteur » en 1653, après avoir écrasé les armées d'Irlande et d'Écosse et massacré leurs populations. C'est au même moment qu'aux Pays Bas le Grand-pensionnaire de Hollande, Johan de Witt, évince la famille d'Orange de ses responsabilités de *stadhouder*.

La vie n'est pas drôle sous la « protection » de Cromwell. L'église anglicane interdit le théâtre, les fêtes, la musique, la danse, les jeux de carte, en proie à une détestation de tous les plaisirs, et notamment ceux de la chair.

Cromwell voudrait former une alliance anti-catholique avec les Hollandais telle que celle d'Élisabeth au début du siècle. Mais la concurrence économique entre les deux pays est trop rude. L'entente échoue et Cromwell adopte des mesures protectionnistes contre ces commerçants hollandais qui dominent le fret de la Baltique aux Amériques. La première guerre anglo-néerlandaise éclate en 1652. Les dépenses de guerre explosent et avec elles les mécontentements du Parlement. Cromwell expulse les députés et nomme un Parlement acquis à sa cause. L'autoritarisme du chef de guerre signe l'échec de la République et aboutit à la restauration des Stuarts. Cromwell meurt de malaria en 1658, et après une courte succession de son fils, les Écossais marchent sur Londres et restaurent la monarchie. Charles II, fils de son père décapité, monte sur le trône, exhume le corps de Cromwell pour en décapiter la dépouille et exposer sa tête devant l'abbaye de Westminster jusqu'en 1685. La République Unie de Grande-Bretagne n'est pas pour tout de suite.

Un vif débat agite aujourd'hui les historiens à propos de cette première révolution anglaise. Fut-elle menée par les accoucheurs de l'économie bourgeoise et capitaliste ?

---

<sup>9</sup> Cité dans *La religion et l'essor du capitalisme*, op. cit.

<sup>10</sup> *Vingt ans après*, Alexandre Dumas, 1845.

Où n'était-ce réaction politique à l'arbitraire royal ? L'historien français Jean-Pierre Poussou conclut à mi-chemin. Cromwell a restauré les libertés par les armes, sans autre projet que de faire respecter les vieilles institutions anglaises. Néanmoins, les idées républicaines des branches les plus radicales, celles des Niveleurs, « représentent l'émergence à la surface des eaux politiques d'idées qui ne disparaissent jamais tout à fait<sup>11</sup>. » La propriété passant, tout au long du siècle, des mains du roi et de la noblesse à celles de la *gentry* et des propriétaires libres, le pouvoir doit suivre ce mouvement égalitaire et, argumente Poussou, la République devenir le seul régime possible. Sans doute la « Glorieuse révolution » de 1688 est-elle l'accomplissement *politique* de ce mouvement *économique* qui, en attendant, ne cesse de s'affermir.

Si aristocrates et bourgeois s'accordent sur les bienfaits du commerce, l'économie politique anglaise est encore dominée par cette idée d'un mercantilisme à somme nulle : la richesse serait fondée uniquement sur la terre, et aurait donc par définition un caractère fini (justifiant par là-même les conquêtes coloniales). Cette conception ne voit dans le commerce qu'un échange des produits de la terre : quand les uns s'enrichissent, les autres s'appauvrissent. Le travail des manufactures ne créerait donc pas de valeur, il ne ferait que transformer les matières premières. Il faudra l'intervention de modernisateurs tels que le philosophe John Locke, les députés Reynell et Barbon, en fait le parti *Whig* créé en 1681 contre l'absolutisme catholique, pour imposer l'idée que par le travail, et particulièrement celui des manufacturiers, la richesse peut croître indéfiniment et profiter à tous. On reconnaît la patte protestante – *Whig* étant le nom du mouvement écossais anti-papiste (les *whiggamores*, les cavaliers) d'obédience calviniste :

« Les Anglais continuaient à se disputer à propos des règles de succession au trône, de la nature de l'autorité royale, et des liens entre l'État et le salut des âmes. Mais vers 1680, les partis politiques ont ajouté à cette liste la question du bien-être matériel de la population », analyse Steve Pincus<sup>12</sup>.

Selon l'historien, la bascule opère autour des années 1680. À la veille de la « Glorieuse révolution », l'Angleterre n'est déjà plus « une société capitaliste agraire, mais une société capitaliste », soutient-il dans son maître-ouvrage au titre évocateur : *1688 – The first modern revolution*. La « vieille et joyeuse Angleterre » n'est bientôt plus rurale et aristocratique, mais urbaine et bourgeoise. Pour ne pas dire « hollandaise » : toute loi de persécution des calvinistes et des réfugiés flamands ne serait pas seulement « contraire aux principes et aux règles mêmes de l'Évangile du Christ », se plaint en 1677 un opposant au roi, elle serait aussi « destructrice du

---

<sup>11</sup> *Cromwell, la Révolution d'Angleterre et la guerre civile*, PUF, coll. Que sais-je, 1993.

<sup>12</sup> « La révolution anglaise de 1688 : économie politique et transformation radicale », Steve Pincus, *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2011.

commerce et du bien-être de notre nation, car elle opprime et chasse les travailleurs industriels<sup>13</sup>.»

Pincus :

« L'Angleterre a suivi la voie économique que tracèrent les Néerlandais vers la modernité. Et comme en Hollande, le commerce extérieur a lancé la modernisation de l'Angleterre. Les Anglais étaient tout à fait conscients que les bouleversements de leur société et de leur économie nécessitaient de nouvelles politiques. Autant Jacques II [le roi catholique destitué par les Hollandais] que ses opposants étaient fascinés par le commerce. Ils étaient convaincus que l'avenir politique de l'Angleterre serait commercial. [...] Ce n'est qu'en comprenant ce fait et notre conception de la modernisation que l'on peut espérer comprendre la révolution de 1688<sup>14</sup>. »

Pincus en veut pour preuve la colère suscitée, quelques mois avant la conquête de Guillaume III en 1688, par un nouvel impôt du roi Jacques II, la *Hearth Tax*, la taxe sur les âtres, les foyers de cheminée, tant chez les familles modestes que chez les artisans et manufacturiers des régions industrielles. Les émeutes éclatent en effet en Cornouailles où l'on travaille l'étain, chez les couteliers du Hallamshire, les potiers du Staffordshire. Derrière ce débat fiscal se cache la rupture presque philosophique de la « Glorieuse révolution » anglaise : faut-il taxer la population nationale sur la base de sa propriété foncière, ce qui nuirait à la noblesse terrienne, ou sur ses âtres, ce qui nuirait aux manufactures ? Voilà résumé le mouvement de fond, économique, social et philosophique, par lequel Pincus explique la « Glorieuse révolution » d'Angleterre. Considérons maintenant l'écume des événements, les jeux de pouvoirs. Une partie à trois bandes entre les Pays-Bas, l'Angleterre et la France.

Côté anglais d'abord. En 1685, Jacques II succède à son frère Charles II, converti au catholicisme sur son lit de mort. Nobles et marchands appréhendent une dérive absolutiste et catholique du roi, par ailleurs cousin de notre roi-soleil Louis XIV. Soit qu'ils craignent pour leurs postes et privilèges, soit pour leur liberté d'entreprendre. Deux nobles opposés à la restauration catholique lancent en 1685 un premier soulèvement depuis leur exil néerlandais, dont le duc de Monmouth, lui-même prétendant au trône – ils avaient même comploté l'assassinat des deux frères Stuart quelques années plus tôt. Les rebelles débarquent, l'un en Écosse, l'autre dans le sud, mais peu nombreux, ils sont aisément écrasés par les troupes royales et décapités. Après plusieurs procès qualifiés d'« Assises sanglantes », huit-cents rebelles sont déportés aux Antilles, quatre-cent-cinquante décapités ou écartelés, et leurs corps exhibés dans tout le pays. Clarté et sobriété du message. Surtout, la défiance de Jacques II s'éveille à l'égard du Hollandais Guillaume III, son gendre, qui a laissé les deux expéditions séditeuses s'organiser depuis ses terres. À raison.

---

<sup>13</sup> Cité par Rawney, *op. cit.*

<sup>14</sup> 1688 : *The first modern revolution*, *op. cit.*. P. 90, traduction par nos soins.

Jacques II multiplie les provocations à l'égard des anglicans et au profit des catholiques qui ne représentent pourtant que 2 % de la population. L'histoire anglaise continue de bégayer. Il suspend le Parlement qu'il tente ensuite de remplir de ses soutiens, nomme des catholiques aux plus hautes fonctions du royaume, écarte les juges qui lui sont opposés. En outre, son épouse Marie de Modène, catholique et italienne, lui donne un héritier en 1688. La couronne anglaise paraît donc promise à une nouvelle tête catholique et le royaume risque de se rapprocher un peu plus de Rome et de Versailles. La noblesse anglicane se tourne alors vers la fille aînée de Jacques II, Marie Stuart (1662-1694), elle-même élevée dans la religion protestante, puisqu'elle devait succéder à son père sur le trône d'Angleterre, et mariée à Guillaume III, son cousin germain, *stadhouder* tout-à-fait protestant des Provinces-Unies. Sept grands seigneurs, devenus « les Sept Immortels » dans l'histoire nationale, envoient à Marie et Guillaume une supplique d'intervention. Le Parlement et l'armée sont acquis. L'Angleterre est ouverte à une invasion orangiste.

Côté néerlandais, la bourgeoisie comme la famille d'Orange nourrissent des griefs à l'égard de l'Angleterre et de la France dont elles redoutent la coalition. Ces griefs sont, on commence à le comprendre, à la fois d'ordre religieux, commercial et territorial. Ni plus ni moins qu'au siècle précédent, qu'au siècle suivant ou à celui d'aujourd'hui.

De 1652 à 1675, les deux premières thalassocraties du globe, l'Angleterre et les Provinces-Unies, sont en guerre quasi permanente pour l'accaparement des voies commerciales et des colonies américaines. C'est d'ailleurs en 1674 que les Provinces-Unies troquent le Suriname contre la Nouvelle-Amsterdam qui devient New York – en hommage à Jacques II, par ailleurs duc d'York. Ces vingt-trois années de conflits anglo-néerlandais usent les flottes militaires et commerciales, corsaires et pirates se mènent une guerre sans relâche d'un bout à l'autre de l'Atlantique et jusqu'en Mer du nord. À la fin des années 1680, les marchands néerlandais comme le *stadhouder* sont suffisamment excédés pour planifier une intervention sur le sol anglais.

Mais la menace est aussi, et peut-être surtout française, la grande puissance catholique. Depuis 1652, Louis XIV ferraille aux frontières méridionales des Pays-Bas. Il s'accapare une partie de la Flandre alors sous domination espagnole (siège de Lille en 1667) et ses armées envahissent les Provinces-unies en 1672 en passant par la Principauté de Liège. Elles ne sont arrêtées que par la destruction des digues qui inondent les abords d'Amsterdam. Le monarque entend humilier ces arrogants Hollandais, rétablir le catholicisme, faire main basse sur certains de leurs territoires. Comme les Anglais, Louis XIV mène une guerre commerciale et tarifaire contre les marchands hollandais ; il interdit l'importation de hareng, double les taxes sur le textile et, en septembre 1688, quelques semaines avant l'offensive de Guillaume III sur l'Angleterre, fait saisir plus de 3 000 bateaux néerlandais qui attendent leurs cargaisons de vin dans les ports de Nantes et Bordeaux. La stratégie néerlandaise sera donc de couper le cordon franco-anglais.



La préparation militaire de Guillaume III débute dès les premiers mois de l'année 1688. Elle est aussi massive que soignée jusque dans l'intelligence du complot et l'action psychologique. Quand Guillaume réclame des États-Généraux (les marchands) qu'ils participent à l'effort de guerre, ils s'exécutent avec ferveur tant leurs affaires sont menacées par les rétorsions commerciales de Louis XIV – la Bourse d'Amsterdam vient de subir le deuxième krach de son histoire. Les patriciens des États-Généraux contractent la livraison de 14 000 hommes de troupe auprès des princes allemands, et de 6 000 autres auprès de la couronne suédoise – un investissement dont ils escomptent quelque retour :

« Aucune personnalité politique hollandaise de premier plan en 1688, ni aucun observateur diplomatique de la scène néerlandaise – contrairement aux historiens modernes – n'a affirmé que l'invasion était principalement motivée, ou influencée, par des facteurs religieux », insiste Jonathan Israel, l'auteur de *The anglo-dutch moment*<sup>15</sup>.

Les manufactures d'armement travaillent dès lors jour et nuit et l'ampleur de la préparation ne peut passer inaperçue aux yeux des agents de renseignement français. Guillaume prévient la réaction de Louis XIV en manœuvrant ses troupes sur ses frontières méridionales. La préparation militaire s'accompagne de fausses rumeurs, d'intoxications et de secrets mis en scène. Le *stadhouder* entame ainsi le moral des Anglais. L'Europe sent la République des Provinces-Unies prête à frapper fort. Elle restera hébétée devant la puissance militaire néerlandaise.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1688, cinquante-trois navires de guerre, dix navires brûlots chargés d'explosifs et quatre-cents vaisseaux quittent les côtes néerlandaises, poussés par un vent béni de dieu. À leur bord : quatorze-mille soldats de l'armée régulière, cinq-mille volontaires – Anglais, Néerlandais, immigrés huguenots –, neuf-mille membres d'équipage, dix-mille autres hommes de troupe et sept-mille chevaux ; mais aussi quantités de bombes, mousquets, pistolets, sabres ; et puis des canots pour traverser les fleuves, une forge pour réparer les armes, et même une imprimerie avec quantité de papier. Sans compter les troupes restées au pays pour sécuriser les frontières, il s'agit à l'époque de la plus grande opération militaire de l'histoire. Les peintres en garderont la majesté de la mise en scène, sinon le « raffinement ». Les canons des bâtiments rangés en parade tonnent dans le pas de Calais, face à Douvres. Les bannières d'Orange claquent au vent. Trompettes et tambours font battre le cœur des soldats autant qu'ils saisissent les foules de chaque rive.

La date et le port de débarquement sont laissés à la discrétion du seul Guillaume. Il prend sa décision au dernier moment pour mieux berner les armées ennemies. Ce sera le 5 novembre, lendemain de son anniversaire, à Torbay, au sud-est de

---

<sup>15</sup> *The Anglo-Dutch moment*, Jonathan Israel, Cambridge University Press, 1991, p.111. Traduction par nos soins.

l'Angleterre et à trois-cents kilomètres de Londres. L'accueil est modérément enthousiaste mais la facilité du débarquement est pour Guillaume un gage de prédestination et témoignage de la sainte providence.

La nouvelle de l'invasion parvient à Londres trois jours plus tard. Guillaume marche paisiblement vers Londres sous une bannière proclamant « *For Liberty and the Protestant Religion* ». La propagande néerlandaise raconte pour justifier la légitimité de l'expédition, qu'il est accueilli par des « *God bless you* » et que les combats sont rares tant l'armée anglaise subit de défections. Sans doute la supériorité numérique et technique de l'armée orangiste dissuade-t-elle le roi Jacques II de livrer bataille. Guillaume, féru de botanique comme toute la bonne société à l'époque, profite de cette promenade militaire pour faire du tourisme et admirer les jardins. Propagande toujours, deux-cents esclaves noirs venus des plantations sucrières des Caraïbes marchent en tête de ses troupes, afin de montrer sa domination des terres, des mers et du commerce, jusqu'aux confins du globe. Il entre triomphalement dans Londres le 18 décembre, acclamé par la foule qui lui fait don d'oranges, et fait occuper les bâtiments stratégiques de la capitale. Jacques II fuit vers la France le 23 décembre avec ses derniers soutiens, Guillaume et Marie montent sur le trône le 11 avril 1689. Une affaire rondement menée.

Guillaume a réussi là où *l'invincible armada* de Philippe II, le plus puissant souverain d'Europe, a échoué exactement un siècle plus tôt, en 1588. Il cultive l'image d'un vainqueur fort mais juste et clément, prenant soin de laisser le souvenir d'une *libération* de l'Angleterre plutôt que d'une *conquête*. Il fait escorter pacifiquement le bon Jacques II, quelques jours avant son entrée dans Londres, soulignant ainsi sa mansuétude. Si cette révolution est demeurée « Glorieuse », elle est aussi qualifiée de « *Bloodless revolution* », de révolution sans effusion de sang. Selon l'historiographie officielle écrite par l'Anglais Macaulay au XIX<sup>e</sup> siècle – déjà qualifié de « falsificateur systématique<sup>16</sup> » par Marx –, cette révolution aurait été modérée, pacifique, aristocratique – si ce n'est conservatrice puisqu'elle n'aurait abouti qu'au *rétablissement* de libertés anciennes. La vision de Macaulay servit à la fabrication d'un esprit consensuel du peuple anglais, à la fois aristocratique et républicain. Un véritable tour de force historique, selon Steve Pincus, et qui fait fi de la résistance des partisans jacobites de Jacques II, lancée depuis Versailles avec le soutien de Louis XIV.

Dès le mois de mars 1689, une flotte jacobite épaulée par dix-mille Français débarque au sud de l'Irlande. D'autres expéditions partiront de Nantes pour l'Irlande ou l'Écosse jusqu'en 1741. Si l'on considère ces batailles sur les terres catholiques irlandaises, conséquences directes de la conquête néerlandaise, le nombre de morts et de blessés égale celui de la Révolution française<sup>17</sup>. Aujourd'hui encore, l'ordre d'Orange célèbre chaque 12 juillet, sa victoire de la Boyne, en 1690, et l'écrasement des troupes de Jacques II - catholiques et franco-irlandaises - par celles de

---

<sup>16</sup> *Le Capital*, VIII<sup>e</sup> section, Ch. XXXVII.

<sup>17</sup> « La révolution anglaise de 1688 : économie politique et transformation radicale », Steve Pincus, *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2011.

Guillaume III - protestantes, anglo-irlandaises, anglo-hollandaises, danoises et huguenotes. Des membres de la confrérie protestante affluent d'Écosse, d'Angleterre et se joignent aux protestants irlandais pour parader en uniformes, et entonner leurs chants traditionnels dans les villes d'Irlande et les quartiers catholiques. Mais qui pouvait croire qu'un prince étranger destituerait un monarque sans troubles ; en l'occurrence que la première puissance mondiale (les Pays-Bas) vaincrait la deuxième (l'Angleterre) contre les intérêts de la troisième (la France) dans une période d'intenses conflits commerciaux ?

« Cette conquête qui jamais n'eut lieu » a pourtant bien *orangisé* l'Angleterre, comme le dit l'historienne anglaise Lisa Jardine<sup>18</sup>.

« Depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, un épais mur de silence s'est abattu sur l'occupation néerlandaise de Londres. L'affaire est devenue si improbable pour les générations suivantes qu'un commun accord, érudit et populaire, l'a tout simplement effacé du compte-rendu<sup>19</sup>. »

Le spécialiste de cet *Anglo-Dutch Moment*, Jonathan Israël, explique comment l'historiographie anglaise éjecta du récit national l'occupation de Londres en 1688 par les troupes de Guillaume d'Orange.

Cette amnésie de la conquête néerlandaise, cette cécité quant à son caractère révolutionnaire, avant d'être le fait du « falsificateur » Macauley, est d'abord celui de Guillaume III lui-même. Voilà l'utilité des imprimeries embarquées à bord de la flotte néerlandaise. Guillaume fait expédier le jour de son débarquement soixante-mille copies d'un *Manifeste* rédigé quelques semaines auparavant avec l'aide de réfugiés anglais. Il en envoie à Londres et dans toute l'Angleterre ; mais aussi des traductions françaises et allemandes à destination des protestants du continent. Guillaume assure au bon peuple anglais qu'il n'y a pas d'alternative à son intervention si celui-ci entend *restaurer* ses droits naturels au bonheur et à la paix publique.

« Il est très évident et certain pour tous que la paix et le bonheur publics d'un État ou d'un Royaume ne peuvent être préservés lorsque les lois, les libertés et les coutumes établies par l'autorité légale y sont ouvertement abrogées et annulées ; en particulier là où la falsification de la religion est recherchée », déclare-t-il.

Le *storytelling* de la guerre juste fait mouche et continue d'égarer les historiens. Pour Lisa Jardine, Guillaume III gagne « les cœurs et les esprits jusqu'aux historiens actuels<sup>20</sup> » par une déclaration pleine d'humilité et de probité morale, conforme aux

---

<sup>18</sup> *Going Dutch, How England plundered Holland's Glory*, Lisa Jardine, Harper Press, 2008, non traduit en Français.

<sup>19</sup> *The Anglo-Dutch moment, op. cit.*, p. 128.

<sup>20</sup> *Going Dutch, op. cit.*

intentions raisonnables des Lumières. Il défend sa juste conquête comme le secours porté par un peuple protestant à un autre peuple protestant, opprimé par un roi absolutiste. Il dit presque « regretter » de perturber « le calme et le bonheur de ce royaume ». Ce n'est évidemment là que propagande. *Il est très évident et certain*, comme dit l'autre, que Guillaume et les États-Généraux n'étaient guère mus par de gratuites intentions altruistes. Les bourgeois qui financèrent son entreprise entendaient empocher un retour sur investissement, et Guillaume avait divulgué ses prétentions au trône d'Angleterre. Mais ils s'accordèrent pour ne pas effrayer les marchands d'Italie, d'Espagne et même de France par une harangue trop anti-catholique. Les intérêts matériels passent avant les sentiments religieux.

N'en déplaise aux incrédules, les complots existent, et il arrive même qu'ils réussissent. De fait, celui-ci n'a réussi que parce que les conditions historiques et sociales étaient réunies.

Sitôt intronisé, Guillaume III promulgue le *Toleration Act* qui garantit la liberté de culte, impose la trêve entre les différentes sectes anglicanes et protestantes, et repousse le risque d'une Angleterre subordonnée à la France et à l'Église romaine. Surtout, il signe la « Déclaration des Droits » (le *Bill of rights*) qui limite son pouvoir de monarque, institue l'élection libre mais censitaire du Parlement, interdit les peines cruelles, bref, l'arbitraire royal. Cette Déclaration garantit la liberté d'expression qui devient plus tard liberté de presse et d'édition. Elle impose l'accord du Parlement pour tout nouvel impôt et l'entretien d'une armée en temps de paix. Autant de dispositions dont jouissent déjà les Hollandais et auxquelles ils doivent leur fortune. Mais au-delà des protestants, insiste Pincus, Guillaume III s'attire la sympathie des manufacturiers hostiles à la *Hearth Tax* :

« Dès l'arrivée sur le sol anglais de Guillaume III, de façon prévisible, des émeutes à connotations orangistes éclatèrent dans la ville drapière de Leeds et dans le reste du Yorkshire, exigeant l'abrogation de la *Hearth Tax*. Aussitôt déclarés souverains légitimes de l'Angleterre, Guillaume et Marie supprimèrent l'impôt si décrié par les intérêts manufacturiers<sup>21</sup>. »

La mesure prise par le couple royal, et dont l'empreinte sur l'économie anglaise demeure la plus importante, est la création de la Banque d'Angleterre en 1694, sur le modèle de la Banque d'Amsterdam, avec l'importation des outils bancaires et financiers hollandais : lettres de change, obligations d'État, marché boursier d'actions d'entreprises. Guillaume et Marie sont les premiers souscripteurs de cette Banque d'Angleterre, à hauteur de 10 000 livres ; et la communauté huguenote de Londres investit également dans cet établissement dont le premier gouverneur est *Sir* John Houblon, petit-fils de réfugiés huguenots originaires de Lille. Les débats qui enflamment les députés anglais font de la Hollande, une fois encore, soit un modèle, soit un anti-modèle économique :

---

<sup>21</sup> 1688 : *The first modern revolution, op. cit.* P. 384.

« Les banques ont partie liée avec les républiques, et ce n'est pas de bon augure quant au devenir du gouvernement hiérarchique [...], déplore un député *tory*. Par conséquent, soit le roi réussit à dominer la banque, soit la banque supplante le roi<sup>22</sup>. »

Devinez ce qu'il advînt. Les historiens parlent d'une « révolution financière » qui, profitant des nécessités de la guerre, accélère le décollage économique de l'Angleterre. Car dès l'année d'après la révolution, la guerre a repris. Elle oppose Louis XIV et les partisans de Jacques II à une coalition européenne menée par Guillaume d'Orange. Les besoins de l'industrie militaire entraînent Guillaume, *via* sa banque nationale anglaise, à pratiquer l'endettement public, comme le font déjà les États-Généraux des Pays-Bas. C'est à cela que l'on reconnaît une économie moderne dirigée par un État moderne : une dette publique et une banque publique, une administration fiscale à même de lever les impôts pour rembourser la dette publique, et des investissements portés par la dette publique à destination de l'industrie de l'armement. Le lecteur contemporain ne saurait être surpris. Comme aujourd'hui les secteurs du numérique ou de l'aviation, les industries navale et sidérurgique de l'époque se modernisent grâce au renfort des impôts extorqués.

Le commerce extérieur, et particulièrement la Compagnie des Indes, bénéficie de cette modernisation navale, et le pays s'enrichit encore. Cette alliance d'un État moderne et d'une banque publique pose ainsi les bases du capitalisme industriel anglais. C'est en tout cas l'analyse des plus récentes études historiographiques sur les conséquences de l'invasion hollandaise<sup>23</sup>.

De ce moment révolutionnaire, cet *anglo-dutch moment*, le philosophe John Locke demeure l'agent le plus réputé. Né en 1632 d'un père avocat, après des études de grec, de rhétorique et de médecine, il part en France en 1675 étudier les philosophes, notamment Descartes. Il retrouve l'Angleterre en 1679 en pleine crise de succession. Il travaille alors comme secrétaire pour le comte de Shaftesbury, l'un des fondateurs du parti *Whig* opposé à l'absolutisme catholique. En 1683, sans que l'on connaisse son implication réelle dans la tentative d'assassinat du roi Charles 1<sup>er</sup>, Locke se sent suffisamment menacé pour s'exiler en Hollande – il avait publié plusieurs écrits séditieux contre l'absolutisme. Il s'imprègne pendant six années de culture libérale et protestante, découvre les écrits de Grotius et de Spinoza, converse avec des philosophes et des marchands. C'est à Gouda aux Pays-Bas, en 1689, que Locke publie sa *Lettre sur la tolérance* où il plaide pour la coexistence pacifique des religions – en fait, surtout des diverses confessions protestantes entre elles pour mieux lutter contre le catholicisme - et la primauté des autorités civiles dans l'administration des affaires terrestres. Peut-on y voir autre chose que la marque du

---

<sup>22</sup> Cité par Pincus, 1688, *op. cit.*

<sup>23</sup> Cf. « Sequel to Revolution : the economics of England's emergence as a Great Power », D. W Jones, publié dans *The Anglo-Dutch moment, op.cit.* Ou encore « 1688 and all that : property rights, the Glorious revolution and the rise of British capitalism », G. M. Hodgson, *Journal of Institutional Economics*, 2017.

modèle néerlandais ? Il revient la même année en Angleterre, dans le sillage de la flotte orangiste.

Philosophe, Locke est aussi économiste, et l'un des fondateurs et premiers souscripteurs de la Banque nationale d'Angleterre. Sa position à propos de l'esclavage fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre : le libéralisme des Lumières, dont Locke est un éminent représentant, serait-il entaché d'esclavagisme sinon de racisme ? Ses détracteurs rappellent son poste de secrétaire de la colonie esclavagiste de Caroline, en Amérique du nord, et ses actions de la *Royal African Company*, une société impliquée dans la traite. Ses défenseurs répondent qu'il n'occupait qu'une fonction *administrative* de la colonie, et qu'il fut *rémunéré* par Charles en actions de la Compagnie – il n'en était donc pas un investisseur. Locke revend d'ailleurs ses actions quand il devient le premier opposant du roi. Puis il entame son second *Traité du gouvernement civil*, publié en 1690, par ces mots : « L'esclavage est un état si vil et misérable de l'homme qu'il est difficile de le concevoir. » Il y compare le pouvoir héréditaire illégitime du roi sur ses sujets au pouvoir héréditaire illégitime du maître sur ses esclaves – même si le premier lui importe bien plus que le second<sup>24</sup>. Mais cette comparaison rhétorique reste surtout à l'usage des Européens et « civilisés ». Locke le raisonnable se méfie de la fougue (de « l'enthousiasme ») des *Quakers*, une dissidence récente de l'église anglicane (1648), que son opposition résolue à la traite et à l'esclavage rend déjà célèbre. *Licht ! Mehr licht !* « Plus de lumière ! » comme le dira Goethe sur son lit de mort. Du reste on a déjà vu qu'il n'y avait pas de lumière sans ombre et que le rationalisme « éclairé » propre à toutes les « unions » orangistes (Provinces Unies des Pays-Bas, Royaume Uni de Grande-Bretagne, Etats-Unis d'Amérique, Union sud-africaine, etc.), s'accommodait fort bien de tous les degrés de « développement séparé » (*apartheid*)<sup>25</sup>.

La révolution de 1688 est pour nombre d'opposants à Jacques II le triomphe des idées de Locke. Non seulement le philosophe conseille au roi d'édicter le *Toleration Act*, mais la préface de son *Traité du gouvernement civil* adoube Guillaume, « grand restaurateur » des « droits justes et naturels » du peuple anglais, sauveur de « la nation alors qu'elle était au bord de l'esclavage et de la ruine. » On ne fait pas meilleur éloge. Le souverain néerlandais lui propose, en récompense des services rendus, le poste d'ambassadeur aux Provinces-Unies – qu'il refuse. Il meurt en 1704. Le Royaume-Uni abolit la traite en 1807, l'esclavage en 1833 – 39 ans après la première abolition par la France lors de la séance du 16 pluviôse, An 2 de la République.

Si d'innombrables historiens se sont penchés sur l'Angleterre, « berceau » d'une révolution industrielle à grande échelle, le « laboratoire » de cette révolution industrielle se trouve bien aux Provinces-Unies. Mais seulement un laboratoire.

---

<sup>24</sup> Cf. « Slavery-entangled philosophy », Holly Brewer, sur la revue en ligne *aeon*, 12 septembre 2018.

<sup>25</sup> Cf. *Bleue comme une orange*, chap. 11, « Du café du commerce aux "Lumières hollandaises" - et de la tolérance au "développement séparé" (*apartheid*) » sur [www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com)

Contrairement aux petits Pays-Bas, l'Angleterre est un vaste territoire doté d'un marché intérieur suffisant pour absorber sa production (du moins avant que son essor n'exige des marchés extérieurs et n'entraîne des crises de « surproduction »). Ce qui permet aux manufactures anglaises d'accéder entre 1735 et 1800 au stade réellement industriel d'usines équipées de machines-outils et fonctionnant à la vapeur. Pour passer d'une proto-industrie à la hollandaise à une grande industrie à l'anglaise, le libéralisme intégral n'aurait pas suffi. L'industrialisme anglais s'est fondé sur un État planificateur, organisateur et protectionniste<sup>26</sup>. Si la Hollande du XVII<sup>e</sup> est, selon Marx, « la nation capitaliste par excellence<sup>27</sup> » - un capitalisme avant tout bancaire et commerçant – elle peine au décollage industriel. Les Provinces-Unies souffrent d'une économie de rente assise sur leurs colonies et soumise aux mesures protectionnistes de l'Angleterre ou de la France<sup>28</sup>. Mais c'est bien la rencontre du libéralisme marchand néerlandais avec le dirigisme économique anglais qui fera basculer l'économie mondiale.

Enfin, si le Royaume-Uni est le berceau de la « révolution industrielle », et si les Provinces-Unies en sont le laboratoire, *alors* elles sont également celui de l'industrialisation du monde. C'est ainsi que la Terre devint bleue comme une orange.

*À suivre...*

**Tomjo / Pièces et main d'œuvre**  
**Lille, Grenoble**  
**Octobre 2021**

---

<sup>26</sup> Lire à ce propos « Notes sur la naissance de l'industrialisme (1815-1830) », Nicolas Eyguesier, revue *Notes et Morceaux choisis* n°12, La Lenteur, 2016.

<sup>27</sup> *Le Capital*, *op. cit.*

<sup>28</sup> Cf. *L'origine du capitalisme*, Ellen Meiksins Wood, Lux, 2009.